

BRÈVES ÉCONOMIQUES Maroc

Une publication du SER de Rabat
23 février au 8 mars

Le chiffre du mois

152 Md MAD

**INVESTISSEMENTS
APPROUVES**

La nouvelle [Charte de l'Investissement](#), loi-cadre adoptée en novembre 2022 et en application depuis mars 2023, entend renforcer l'investissement du secteur privé au Maroc. En effet, le contexte marocain est marqué par un niveau d'investissement élevé

(30% du PIB) mais principalement porté par le secteur public (70% de l'investissement total). En ce sens, la Charte fixe des objectifs particulièrement ambitieux - 550 Md MAD d'investissements privés et 500 000 emplois créés à horizon 2026.

A l'heure d'un premier bilan, un an après son lancement opérationnel, ce nouveau cadre s'est concrétisé par la tenue de quatre Commissions nationales de l'investissement (en mai et juillet 2023, puis janvier et février 2024) qui ont permis d'examiner 86 projets pour un volume total de 152 Md MAD d'investissements (environ 14 Md EUR) et la création de 72 157 emplois potentiels. Les investissements concernent plusieurs secteurs d'activité, notamment l'industrie (automobile, chimie, mines), l'agro-alimentaire, l'énergie, les transports (mobilité électrique), le tourisme, etc. De source presse, ces projets seraient majoritairement portés par des capitaux marocains (70%); et à l'international, ce sont les investisseurs asiatiques (Chine et Japon) qui se distinguent en représentant près de 25% de ces investissements.

Pour rappel, le déploiement de la Charte de l'Investissement repose sur trois axes : (i) une refonte des dispositifs de soutien à l'investissement désormais ajustés en fonction de critères politiques (création d'emplois, genre, montée en gamme, durabilité, contenu local) territoriaux et sectoriels ; (ii) l'amélioration du climat des affaires avec en particulier un accent mis sur l'accès au foncier ; (iii) une gouvernance unifiée et territorialisée de l'investissement autour d'un ministère dédié, rattaché à la chefferie du gouvernement.

Activités macroéconomiques & financières

Fonds Mohammed VI : lancement de « CapAccess » pour dynamiser l'investissement privé

Le Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6I) le Groupement professionnel des banques du Maroc (GPBM) et Tamwilcom, ont lancé le programme "CapAccess" ce mardi 5 mars.

Il s'agit du premier produit de financement du FM6I. Le produit sera porté par les banques partenaires qui assureront les deux tiers de l'investissement par prêt bancaire tandis que le FM6I apportera le tiers restant sous forme de dette subordonnée (dans la limite de 30 M MAD) à un taux d'intérêt standardisé de 5,5 % et une durée de remboursement rallongée de trois années supplémentaires par rapport au prêt bancaire (à titre d'exemple, si la banque octroie un crédit sur 5 ans, la dette subordonnée portera sur une maturité de 8 ans). Ce produit de dette subordonnée vise à résoudre le problème structurel de sous-capitalisation qui freine l'investissement des entreprises (la cible porte sur des PME ou ETI dont le chiffre d'affaires est compris entre 10 et 500 M MAD). Pour les entreprises, le principal intérêt est d'attirer des capitaux sans ouvrir leur capital (caractère non dilutif). Cette initiative sera opérationnelle dès avril 2024 et s'inscrit dans le cadre de la relance de l'investissement privé au Maroc avec pour objectif de le porter à 2/3 de l'investissement total. A noter que Tamwilcom, principal agent en matière de garantie publique des financements, a été désignée pour jouer le rôle d'interface avec les banques.

Importations de blé : la France toujours premier fournisseur ; reprise des achats ukrainiens

Sur les deux premiers mois de 2024, la France demeure le principal fournisseur de blé tendre du Maroc (457 216 tonnes), avec un volume quatre fois supérieur à celui de l'Allemagne, deuxième pays fournisseur. Après 2,3 M de tonnes de blé exportées vers le Maroc en 2023, et plus de 3 M de tonnes en 2022, la France confirme ainsi ses bonnes performances. Enfin, la récente reprise des importations de blé en provenance d'Ukraine, après plus de deux ans de suspension suite au déclenchement de la guerre avec la Russie, a permis au pays de retrouver la troisième place des exportateurs de blé tendre vers le Royaume en février 2024 (29 848 tonnes), devant la Russie (27 000 tonnes).

Creusement du déficit budgétaire en ce début d'année 2024

Dans sa dernière note sur la situation des charges et des ressources du Trésor, le ministère de l'Economie et des Finances marocain constate un déficit budgétaire de 1,7 Md MAD à fin janvier 2024, contre un excédent de 516 M MAD l'année précédente. Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse plus dynamique des dépenses (+4,1 Md MAD) par rapport aux recettes (+1,9 Md), qui est portée par : (i) les dépenses de personnel (12,0 Md MAD, soit +7,7% par rapport à janvier 2023) en lien avec les accords conclus entre le gouvernement et les organisations syndicales pour la revalorisation des salaires dans la fonction publique (santé et éducation); (ii) les dépenses de compensation (3,2 Md MAD, soit +25%) du fait de la subvention octroyée aux professionnels des transports (500 M MAD). Pour rappel, la loi de finances 2024 prévoit une forte baisse du mécanisme de compensation des prix (27 Md MAD en 2023 à 16 Md MAD en 2024).

Industries, eau, transports

Aéronautique : l'AMDIE a lancé un appel d'offres portant sur l'actualisation d'une analyse détaillée de la supply chain aéronautique au Maroc

L'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) vient de lancer un appel d'offres ayant pour objet la réalisation d'une mise à jour de l'étude de la *Supply Chain* aéronautique au Maroc. Cette étude comportera deux phases : (i) préparation, mise à jour de l'état des lieux et analyse de l'existant, permettant entre autres de disposer d'une cartographie des métiers de l'écosystème aéronautique, de connaître les tendances clés et les développements récents du secteur au Maroc, et (ii) études, diagnostic et perspectives de croissance, visant notamment à identifier les chaînons manquants et les besoins en termes de compétences, de technologies et d'infrastructures. La remise des plis est fixée au 28 mars 2024. Pour rappel, l'aéronautique est l'un des Métiers Mondiaux du Maroc : le secteur compte aujourd'hui 140 entreprises et emploient 20 000 personnes pour un chiffre d'affaires à l'export de 2 Md USD.

Energie : InnovX (UM6P) crée une filiale dédiée à l'hydrogène et à l'ammoniac verts

InnovX, filiale de l'Université Mohammed VI Polytechnique, a annoncé la création de la société Hydrojeel qui développera le programme d'ammoniac vert de l'OCP. L'objectif du groupe minier est de produire 1 M de tonnes d'ammoniac vert par an à l'horizon 2027 et 3 M de tonnes par an d'ici 2032. Ce projet entre dans le cadre du programme d'investissement de l'OCP, d'un montant de 12 Md USD pour la période 2023-2027, visant à accroître la capacité d'extraction minière et de production d'engrais du groupe, dont l'ambition est d'atteindre la neutralité carbone en 2040.

Ferroviaire : l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) totalise plus de 52,8 M de passagers en 2023, en hausse de 15% par rapport à 2022

Cette activité a généré un chiffre d'affaires de près de 2,5 Md MAD (environ 234 M EUR), en progression de 17% comparativement à 2022. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a connu une hausse de 6%, passant de 4,6 Md MAD (environ 421 M EUR) en 2022 à 4,88 milliards de dirhams (environ 448 M EUR) en 2023. En particulier, le TGV Al Boraq poursuit sa progression transportant en 2023 plus de 5 M de passagers, contre 4,2 M en 2022. Dans ce contexte, l'ONCF a lancé un programme d'achat de 150 trains régionaux-intercités et 18 trains à grande vitesse, pour répondre à la croissance du trafic, remplacer une partie de la flotte vieillissante, doter l'extension de la ligne à grande vitesse jusqu'à Marrakech puis Agadir et renforcer le service entre les villes du Maroc.

Eau : la Région de Casablanca- Settat prévoit d'allouer 400 M MAD pour l'installation de 33 petites stations de dessalement d'eau de mer

Dans un contexte de stress hydrique structurel, ce projet de près de 37 M EUR intégré au Plan de Développement Régional 2022-2027, vise à renforcer l'approvisionnement de Casablanca-Settat en eau potable, dans le milieu rural en particulier. Il est financé à hauteur de 272 M MAD par le ministère de l'Intérieur et 128 M par la Région de Casablanca-Settat. Le programme inclut également le raccordement de quatre stations monoblocs de dessalement existantes aux réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité de Berrechid, El Jadida et Sidi Bennour. La réalisation de la mega-station de dessalement de Casablanca, d'une capacité de 200 M m³ par an d'eau traitée extensible à 300 M, a été confiée fin 2023 par l'ONEE au consortium composé d'Acciona (ES) et de deux filiales du groupe marocain Akwa Group (Green of Africa et Afriquia Gaz). Les travaux devraient toutefois durer de 3 à 5 ans.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtrésor.gouv.fr